



Le Centre hospitalier universitaire Souro-Sanou de Bobo-Dioulasso (CHUSS) est sorti hier jeudi de sa léthargie après ce mouvement de grève de quarante-huit heures à l'appel de la section provinciale du Syndicat national des travailleurs de la santé humaine et animale (syntsha).

Un mouvement qui a été suivi d'effet avec le séjour à Bobo-Dioulasso d'une délégation du ministère de la Santé. La bonne nouvelle est qu'un accord de financement de l'Etat devra permettre dans un bref délai le renouvellement du plateau technique. C'était d'ailleurs la principale revendication des grévistes.

L'hôpital Sanou-Souro de Bobo-Dioulasso est aujourd'hui loin de faire l'unanimité au regard des nombreuses difficultés de fonctionnement auxquelles il reste confronté ces derniers temps. Objet de toutes sortes de critiques de la part des usagers, le centre, en réalité, ne dispose pas toujours du strict minimum pour assurer la prise en charge des malades. « Jusqu'à une date récente, le laboratoire n'était pas en mesure de faire le simple examen de la goutte épaisse pour déterminer si le patient a le palu ou pas. Cela est très grave pour cet hôpital parce que le labo est l'un des services les plus importants pour une formation sanitaire du fait qu'il permet de poser un diagnostic et de suivre le malade.

Le bloc opératoire était aussi hors d'usage parce qu'on ne trouvait même pas de fil de suture, d'anesthésie, etc. ; il n'y a que de vieux appareils achetés à coups de millions qui ont été installés dans ce service et qu'ils ont passé tout le temps à les réparer. Je vous dis qu'il y a des moments où tout est bloqué », déplore Baha Damodo, responsable syntsha de l'hôpital Souro-Sanou. Ne disposant pas de matériel technique adéquat pour une prise en charge effective des malades, le personnel du centre a donc choisi d'observer un arrêt de travail de 48 heures allant de mardi à minuit à mercredi à 00 heures.

Une grève qu'on aurait pu éviter si...

Une grève à visage humain, disent les manifestants, qui affirment avoir pris le soin d'assurer le service d'urgence dans des services comme la pédiatrie, la maternité, la radiologie, le bloc opératoire, etc. Mercredi dans l'après-midi en effet, il régnait un calme inhabituel autour des bâtiments de l'hôpital Souro-Sanou. Seulement quelques rares véhicules étaient encore stationnés dans le parking intérieur ; des bureaux fermés, des salles d'attente désespérément vides et des guichets tournant au ralenti.

La grève était bien réelle et les revendications jugées légitimes par une grande majorité du personnel. Même à la direction générale on ne semblait pas faire grise mine suite à ce mouvement. Car a dit la directrice générale du CHUSS, Korotimi Ouattara, « depuis 2009, le personnel revendique de meilleures conditions de travail à cause des équipements qui se révélaient dépassés et qui étaient très vétustes.

Nos appareils tombaient régulièrement en panne si bien qu'on est très souvent confronté à des interruptions de prestation. Comme il (le personnel) n'obtenait toujours pas gain de cause auprès des décideurs, ils ont alors engagé leur mouvement ». Dans cette lutte pour l'amélioration des conditions de travail, les agents de Souro-Sanou semblent plus que jamais décidés à manifester leur ras-le-bol suite aux multiples engagements pris par les décideurs et qui sont restés sans suite.

Aujourd'hui, il s'agit de trouver une thérapeutique appropriée aux nombreux maux qui minent le bon fonctionnement des services afin de redonner à cette infrastructure toute sa dimension de centre hospitalier universitaire. Et la rencontre mercredi dans l'après-midi avec la mission venue de Ouagadougou semble avoir mis du baume au cœur des grévistes. Car, nous apprend Korotimi Ouattara, « ce mouvement aurait pu être évité si nous avions l'information que le gouvernement avait fait un accord de 600 millions pour le renouvellement du plateau technique. Maintenant que l'information nous a été portée par la mission du ministère, je pense que c'est un début de réponse aux revendications des travailleurs de l'hôpital ».

Malgré ce geste combien salubre du gouvernement, force est de constater qu'il y a encore du travail à faire ; car à l'hôpital Souro-Sanou tout comme dans la plupart des autres formations sanitaires du Burkina, les problèmes se situent également au plan administratif avec notamment ces questions liées aux avis d'appel d'offres pour l'acquisition de pièce de rechange ou d'équipements. Et dans ce cas précis, les commandes sont toujours soumises à de longues procédures administratives qui compromettent le plus souvent le bon fonctionnement des services. « Nous avons connu pas mal de difficultés liées à l'application des textes en matière d'avis d'appel d'offres.

Les procédures sont tellement longues que pour une simple pièce de rechange il nous faut patienter trois à quatre mois. Pendant ce temps, les services sont bloqués. L'idéal est qu'il y ait une doublure pour chaque équipement afin d'assurer la continuité des services, et c'est déplorable de constater que nous assistons souvent à des pannes prolongées et répétées des appareils sans que nous ne soyons en mesure de les débloquer puisque nous n'avons pas d'expertise sur place », nous explique la directrice générale du CHUSS.

La stricte application des textes régissant les avis d'appel d'offres pour l'acquisition de matériel ou de pièce de rechange constitue de nos jours un réel handicap pour le bon fonctionnement des services. Des secteurs névralgiques de l'hôpital comme la radiologie, le bloc opératoire ou encore le laboratoire, nous apprend-on, n'ont pas toujours fonctionné à plein régime pour cause de défaillance technique des appareils. Et à chaque fois il faut suivre la procédure qui consiste à lancer des manifestations d'intérêt, à l'attribution du marché, à la commande, etc.

Un cardiologue pour toute une région

Pendant ce temps, les malades qui le peuvent sont orientés vers les cliniques privées alors que la majorité devra encore patienter durant des semaines, voire des mois, pour espérer leur prise en charge à Souro-Sanou.

A ces conditions, toutes les chances sont réunies pour une éventuelle complication de la maladie. Et c'est ce qu'il faudra éviter par une révision des procédures afin de faciliter la tâche à la direction générale du Centre. Le renouvellement du plateau technique pour des prestations de qualité devra également s'accompagner par des mesures pour un allègement des procédures d'avis d'appel d'offres. Cela participe aussi de l'amélioration des conditions de travail que réclament les manifestants du CHUSS.

Avec ce projet de renouvellement du plateau technique de l'hôpital Souro-Sanou, on peut donc espérer de meilleures qualités des prestations dans les prochains mois. Un projet qui prend également en compte le service des urgences. Car, a dit la directrice générale, « Avec le cinquantenaire que la ville va bientôt abriter, il nous faut prendre des dispositions pour pouvoir répondre aux besoins sanitaires durant la manifestation.

Il sera alors procédé à une extension du service des urgences et à l'installation de nouveaux équipements. L'architecte en charge des travaux est déjà sur place et les travaux vont pouvoir démarrer incessamment ». Mais le bout du tunnel reste encore long pour Korotimi Ouattara. Elle qui déplore l'insuffisance voire l'absence de personnel qualifié. Un seul cardiologue au CHUSS pour toute la région Ouest, nous apprend-elle.

Trouver un spécialiste à l'hôpital Souro-Sanou ou même dans la ville de Bobo-Dioulasso revient souvent à chercher des poux sur un crâne rasé. Face à cette situation, la directrice générale ne cache pas son amertume : « Ils ont tous choisi de s'installer à Ouagadougou, abandonnant ainsi les villes secondaires. Nos patients sont souvent obligés de parcourir des centaines de kilomètres pour leurs examens. Et ce n'est pas toujours facile pour eux. Je pense qu'il faut une réelle volonté politique pour résoudre ce déséquilibre dans la répartition des spécialistes au Burkina ».

Jonas Apollinaire Kaboré

L'Observateur Paalga